

Autorité palestinienne : l'obstacle Hamas

Par : Masri Feki © The Jerusalem Post (Israël)

23 octobre 2006

Source : www.masrifeki.com

Les négociations pour la formation d'un gouvernement d'union nationale entre le Fatah du président Abbas et le gouvernement du Hamas se trouvent dans une impasse en raison du refus de ce dernier de reconnaître Israël.

La Peu de temps après qu'une manifestation des personnels de sécurité palestiniens a tourné à l'affrontement armé avec des membres du Hamas, samedi 21 octobre dans la bande de Gaza, un important conseiller du Premier ministre palestinien Ismaïl Haniyeh et haut responsable du Hamas, a de nouveau évoqué l'initiative qatarie. Une initiative de réconciliation interpalestinienne rejetée déjà à deux reprises par le mouvement radical.

Cette fois, "le Qatar a amendé son initiative en six points et il la présentera [de nouveau] à la direction du Hamas après la fin du Ramadan dans le but d'obtenir son acceptation", a-t-il précisé. Le Hamas est ainsi appelé à donner sa réponse finale à l'initiative du Qatar dans les jours qui viennent.

"Pour mettre fin à l'impasse actuelle dans les territoires palestiniens, le Qatar est déterminé à présenter une initiative amendée en six points aux Palestiniens après la fin du ramadan", a déclaré Ahmed Youssef sur la chaîne qatarie arabophone Al-Jazeera.

L'affrontement de samedi 21 octobre qui a fait un mort et trois blessés est intervenu près des camps de réfugiés de Bureij et Nusseirat, dans le centre de la bande de Gaza, après que le personnel de sécurité a lancé une manifestation pour réclamer le paiement des salaires. Affectée par les sanctions de la communauté internationale, qui a suspendu ses aides depuis que l'organisation terroriste a pris le pouvoir en mars 2006, l'Autorité palestinienne éprouve de grandes difficultés à rémunérer ses fonctionnaires.

Selon des témoins, des membres du Hamas ont tenté de réprimer la manifestation des services de sécurité, composés de partisans du Fatah du président Mahmoud Abbas. Un membre du Hamas a été blessé à l'arme blanche, ce qui a déclenché un affrontement armé de plusieurs heures. Des membres du Fatah ont par la suite riposté en incendiant des véhicules appartenant à des membres du Hamas. Le Fatah a placé ses forces en état d'alerte dans la bande de Gaza.

Les deux mouvements rivaux sont engagés dans une lutte de pouvoir pour le contrôle des territoires de l'Autorité palestinienne. Des affrontements entre les membres des deux camps ont fait au moins 19 morts en octobre, ce qui alimente les craintes d'une guerre civile entre Palestiniens.

Pour tenter de sortir de la crise, le Hamas et le Fatah ont engagé des discussions sur la formation d'un gouvernement d'union mais ces pourparlers butent sur le refus du Hamas de reconnaître Israël, de reconnaître les accords signés par l'Autorité palestinienne par le passé et de renoncer au terrorisme, trois exigences de la communauté internationale pour une reprise de leur aide financière. Plusieurs canaux discrets avec le Qatar et l'Arabie Saoudite ont été activés pour relancer les négociations à ce sujet. Sans succès.

Face aussi à l'inquiétude des régimes arabes pragmatiques qui ne souhaitent pas le maintien d'un mouvement islamiste conservateur dans le gouvernement palestinien - dangereux précédent pour eux - et dans le souci constant de plaire aux Américains, il s'agit de faire émerger un "front arabe modéré", pragmatique, à opposer à la République islamique

d'Iran aux ambitions nucléaires. Dans le même temps, le camp sunnite avec à sa tête l'Arabie Saoudite et l'Egypte de Moubarak doivent affronter une situation délicate, qu'ils perçoivent comme menaçante : le renforcement de la milice chiite libanaise pro-iranienne.

Pour manifester leur soutien au camp des pragmatiques et pour coincer le Hamas, les Etats-Unis se disent prêts à accepter le retour sur la scène de l'initiative saoudienne du sommet arabe de Beyrouth de mars 2002, laquelle, soutenue par la Ligue arabe, du moins formellement, a offert à Israël la paix avec tout le monde arabe en échange d'un retrait sur les frontières de 1967. Même s'il est difficile de croire à la fiabilité d'une offre saoudienne aussi généreuse - surtout si l'on souligne le fait que cette offre qui implique la reconnaissance d'Israël par les 22 Etats membres de la Ligue arabe n'a pas été approuvée à l'unanimité -, soutenir l'initiative de Beyrouth c'est reconnaître implicitement, de facto, l'Etat d'Israël dans les frontières de 1967.

A Ramallah, le débat idéologique autour de la reconnaissance d'Israël masque le débat politique qui porte sur la possibilité et la nécessité d'une plate-forme d'un gouvernement d'unité nationale. Pour mieux comprendre la divergence interne du Hamas il faut distinguer d'un côté le refus idéologique d'Israël dans la charte du Hamas, fondé sur une vision religieuse intransigeante de la Palestine comme terre d'Islam (dar al islam), et de l'autre la possibilité d'un accord programmatique d'un gouvernement dans lequel le Hamas aurait son mot à dire. Cet accord se réfère au document dit des prisonniers, initialement approuvé par toutes les composantes politiques et qui reconnaît l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur.

Or, reconnaître ainsi l'OLP comme "référence politique", c'est entériner les accords signés incluant la reconnaissance d'Israël. En même temps, le texte des prisonniers rappelle la nécessité de "faire appliquer les décisions politiques des sommets arabes", en clair, l'offre saoudienne approuvée par la Ligue arabe à Beyrouth en mars 2002. L'objectif politique général d'un tel accord gouvernemental est la négociation politique avec Israël pour la création Etat palestinien indépendant dans les frontières de 1967 avec Jérusalem comme capitale.

Tout se passe comme si le système politique palestinien, devenu bipolaire, était en train de se rediviser sur la base de la bipolarisation extérieure qui s'est créée au Moyen-Orient, celle qui opposerait l'Occident dirigé par les Etats-Unis, mais avec des alliés au Moyen-Orient (pays arabes dits modérés, Turquie), à l'axe irano-syrien (que représente le Hezbollah et les alliés de Damas à Beyrouth). Certains pays de puissance moyenne (middle power) comme le Yémen et le Soudan se rapprochent davantage de l'axe Téhéran-Damas, plus par opposition au camp sunnite guidé par Le Caire et Riad que par véritable conviction politique. Or cette bipolarisation divise, dans leur intérieur, chacune des deux principales forces palestiniennes alors que la majorité des éléments qui les composent venait de réussir à constituer un gouvernement d'unité nationale.

Pour les Palestiniens, seul ce type de gouvernement est susceptible de répondre à l'aspiration unitaire profonde et à leur volonté de négocier mais à partir de ce qu'ils appellent "une stratégie de résistance", plus ferme et la plus unifiée possible.

C'est dans cet esprit que l'émirat pro-américain du Qatar a présenté il y a deux semaines une initiative visant à mettre fin à la crise politique entre le Fatah du président Mahmoud Abbas et le gouvernement dirigé par le Hamas, et aux difficultés économiques éprouvées par les Palestiniens. Face au "non" du Hamas, les bras des pragmatiques resteront-ils longtemps croisés ? Il n'y a rien de plus incertain.